

Compte-rendu du CTL du 16/05/2017 portant sur le règlement intérieur

Les représentants du personnel étaient convoqués en 2ème séance après un boycott de contestation de la 1ère séance.

Après avoir écouté les déclarations des OS, le Président a invité le directeur du pôle ressources à décliner les changements intervenant dans le nouveau règlement intérieur. Solidaires Finances Publiques est revenu sur les attaques des droits des élus du personnel et de fait sur les droits des agents (temps de préparation et de compte-rendu réduits de moitié, frais de déplacement et de repas supprimés pour les suppléants, statut des suppléants et experts attaqués, délais de route insuffisants).

Très attentif à nos arguments, le Président a affirmé qu'il n'avait aucune marge de manœuvre pour amender ce règlement intérieur. Cependant, il se dit prêt à discuter des modalités d'application en vue de favoriser au maximum le dialogue social auquel il est très attaché.

Il s'engage à établir un ordre du jour adapté au temps des réunions après consultation des OS. Afin de favoriser les temps de préparation et de compte rendu, la durée prévisible des réunions ne sera pas inférieure à la journée.

Concernant le délai de route (pour l'ensemble des ordres de mission), le Président a indiqué qu'une réflexion était engagée par la DG. Solidaires Finances Publiques a répondu que, face à l'étendue du département et sa problématique des temps de déplacement, le directeur régional devrait prendre en compte les spécificités du département et pourraient aménager les règles applicables pour favoriser la bonne préparation des dossiers des agents. Cependant, aucune avancée positive ne serait à attendre sans accord de la DG.

Face au passage en force imposé par le Directeur Général et malgré la bonne volonté affichée du Directeur Régional, l'ensemble des représentants du personnel a quitté la salle avant le vote de ce règlement intérieur.

Les élus de Solidaires Finances Publiques seront vigilants sur les modalités d'application de ce nouveau règlement intérieur. En aucun cas, nous ne ferons supporter aux agents, et à leur défense, la sape du dialogue social enclenchée par notre Administration.